

15 juillet 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Luiz Inacio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, sur les relations franco-brésiliennes, l'aide au développement et sur les subventions agricoles à l'exportation, à Paris le 15 juillet 2005.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais dire d'abord combien nous sommes heureux, en France, et combien je suis heureux de recevoir comme hôte d'honneur, à l'occasion de notre fête nationale, le 14 juillet, le Président LULA DA SILVA et avec lui tout le Brésil.

Je lui ai dit tout à l'heure combien d'émotion et d'enthousiasme avait suscités cette visite dans l'ensemble de la population française. Témoin, l'extraordinaire succès de la soirée d'avant-hier soir, place de la République. Il y a une véritable mobilisation française autour de ce que représente la culture brésilienne et puis je voudrais également lui demander de transmettre aux autorités militaires du Brésil toute notre reconnaissance et notre admiration pour la qualité du défilé qui a eu lieu aux Champs Élysées et qui a donné une belle image du Brésil, sans compter celle qu'ont donnée vos aviateurs.

Les relations entre nos deux pays sont des relations excellentes. Nos pays partagent beaucoup de points communs à tous égards, tant sur le plan économique, social, politique, culturel. Nous partageons en particulier avec le Président LULA la même ambition d'une mondialisation qui soit mieux maîtrisée, plus équitable, plus solidaire et ceci dans un monde multipolaire. Ce sont de grands projets qu'a portés le Brésil et que soutient la France, notamment dans l'initiative de la lutte contre la faim et contre la pauvreté.

Nous soutenons sans réserve, dans ce domaine, les initiatives du Président LULA, nous avons été heureux des progrès qui ont été réalisés, notamment à l'occasion du Sommet de Gleneagles auquel le Président LULA a participé. Et nous souhaitons que plusieurs pas supplémentaires soient faits à l'occasion de la réunion en septembre de l'ONU sur les objectifs du Millénaire. Dans ce domaine, nous avons une coopération très très forte qui vient encore de se manifester par la signature, ce matin, d'une déclaration commune concernant les financements innovants, c'est-à-dire les moyens à mettre en oeuvre pour compléter les moyens venant de l'aide publique au développement pour les pays pauvres et très pauvres.

Je voudrais aussi remercier le Brésil de son aide pour que la France puisse participer en tant que invité ou observateur à l'Organisation du Traité de Coopération amazonienne. Je remercie les autorités brésiliennes pour ce soutien. S'agissant de la sécurité internationale, nos deux pays défendent le principe d'une gestion multilatérale des crises. Dans ce contexte, vous le savez, nous soutenons la candidature du Brésil à un siège permanent au Conseil de sécurité. Nous évoquerons ce problème tout à l'heure. C'est dans cet esprit également que nous avons une action commune en ce qui concerne l'effort de la MINUSTAH au nom de l'ONU, conduite par le Brésil en Haïti. Le Brésil est un élément clef de la construction régionale dans les Amériques et nous soutenons une relation de plus en plus forte entre cette organisation et l'Union européenne.

Sur le plan bilatéral, nos deux pays ont établi un partenariat très dynamique : le Brésil est notre premier partenaire commercial en Amérique latine. C'est une terre d'implantation et d'investissement pour la France, plus de 500 entreprises françaises sont présentes au Brésil et emploient près de 250.000 personnes. Le Brésil est le premier partenaire de la France en Amérique latine pour la coopération culturelle, scientifique et technique et je me suis particulièrement réjoui, avec tous les Français, de la présence de M. Gilberto GIL à l'occasion du voyage du Président LULA.

La dimension américaine de la France a été reconnue par le Brésil qui est le pays avec lequel la France a la plus longue frontière commune, à partir de la Guyane. Nous avons, là aussi, commencé à engager une action de coopération à la fois économique, humaine et aussi écologique avec nos deux parcs, celui qui est déjà décidé au Brésil et celui qui va l'être en France, en Guyane. Ils nous permettront une action commune dans le domaine de la sauvegarde de la biodiversité, dans le domaine de la sauvegarde de l'écologie et aussi dans le domaine du développement du tourisme.

C'est dans cet esprit, que nous allons signer tout à l'heure plusieurs accords qui marquent bien l'intensité de nos relations : la construction du pont sur le fleuve Oyapock dont je me réjouis beaucoup et que j'espère que nous pourrons l'année prochaine inaugurer ensemble, le Président LULA DA SILVA et moi, sous l'oeil vigilant de notre Ministre du tourisme et la coopération dans les domaines de l'énergie, notamment le nucléaire civil et l'espace, où notre coopération se développe et la défense, l'innovation, la coopération dans le domaine de l'aéronautique militaire et notamment l'achat par le Brésil de plusieurs avions français et la lutte contre le changement climatique et enfin notre déclaration commune sur les financements innovants, pour augmenter les moyens de l'aide publique au développement.

Voilà concrètement les cinq ou six accords qui seront signés cet après-midi. Ces accords témoignent de la confiance et de l'amitié qui existent entre le Brésil et la France, d'où le bonheur qui était le nôtre d'accueillir le Président du Brésil et sa délégation, à l'occasion du 14 juillet. LE PRESIDENT LULA DA SILVA - Je souhaite saluer mes ministres, le gouverneur de l'Amapa qui est sans doute très heureux de l'accord qui va être signé sur la construction du pont et j'espère qu'il ne faut aller ni en Guyane ni à l'Amapa pour déposer la première pierre, mais il faut vraiment commencer à travailler au plus vite.

Je souhaite saluer les représentants du gouvernement français et encore une fois, publiquement, remercier la gentillesse, l'affection avec lesquelles le gouvernement et le peuple français, m'ont accueilli ainsi que ma délégation. C'est vraiment formidable de participer à ce 14 juillet. Cela a été formidable de participer à une véritable "prise de la Bastille" par les artistes brésiliens. J'ai été enfin extrêmement heureux d'assister aux feux d'artifice, à la Tour Eiffel, et d'apprendre que la France et le Brésil nourrissent tant d'intérêt l'un pour l'autre.

Certains points que nous avons discutés sont déjà en bonne voie : la question d'Haïti intéresse aussi bien la France que le Brésil et j'ai dit au Président CHIRAC que nous ne pourrions garantir le processus démocratique en Haïti que lorsque nous pourrions créer les conditions pour que Haïti se développe. D'où la nécessité d'avoir une aide financière des pays les plus riches pour que l'on puisse, non seulement organiser des élections en Haïti, mais aussi consolider une politique de développement du pays. Dans le cas contraire, aucune démocratie ne peut vivre dans une misère absolue comme celle qui s'est instaurée en Haïti.

Nous remercions aussi le Président CHIRAC pour la décision de la France, non seulement de soutenir la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi son soutien ferme apporté au Brésil. Nous remercions le Président CHIRAC qui est un partenaire de la première heure dans la lutte contre la faim. Il a participé et la France a été représentée dans toutes les rencontres que nous avons tenues pour discuter des façons de combattre la faim dans le monde. Et nous venons de discuter de la création d'un groupe de travail, entre la France et le Brésil, pour que nous puissions concevoir ensemble des politiques pour l'Afrique, c'est-à-dire des projets de développement mais aussi trouver des partenaires d'autres pays riches qui pourront contribuer au financement de projets, pour que l'Afrique ait un meilleur développement.

Je souhaite aussi dire que nous avons signé des accords, comme l'a dit le Président CHIRAC, qui

Je souhaite aussi dire que nous avons signé des accords, comme l'a dit le Président Chirac, qui ont trait à l'aéronautique militaire, à la construction d'un pont, aux technologies de pointe dans le domaine aérospatial, dans le domaine des biocarburants. Nous voulons convaincre les Français que l'éthanol est une solution alternative, un carburant alternatif. Nous souhaitons que la France soit notre partenaire dans la production de biodiesel.

Les sociétés automobiles françaises, présentes au Brésil, font des expériences dans la construction de moteurs qui roulent au biodiesel, et je pense que le monde s'achemine vers l'indépendance vis-à-vis des carburants fossiles. Nous pensons que les carburants renouvelables génèrent plus d'emplois, du "crédit carbone" pour les pays les plus pauvres, plus de richesse et plus d'indépendance pour nous tous. Nous voulons discuter avec la France de la question du biodiesel, la question de l'éthanol.

Tout le monde sait que le Brésil et la France sont des pays frères et que nous avons une profonde divergence depuis les coupes du monde de football de 1998 et la suivante, mais aussi toutes les fois où l'on discute des subventions agricoles. Les Français pensent à leur situation politique et économique, mais nous, au Brésil, nous allons continuer, à l'OMC, à faire en sorte que l'Europe et les Etats-Unis puissent faire des concessions pour que les pays les plus pauvres aient la possibilité de gagner quelque chose.

Monsieur le Président, nous avons gagné l'affaire du coton, le plus grand bénéficiaire n'a pas été le Brésil, mais quelques pays africains dont le coton est la principale source de revenu économique. Il me semble donc que racheter un peu la dette que la plupart de nos pays ont envers les pays africains, c'est créer les conditions pour qu'ils puissent se développer économiquement, en fonction de ce qu'ils peuvent effectivement produire, et l'agriculture est l'un des choses les plus importantes pour les pays africains.

Je souhaite aussi vous répéter une chose que j'ai dite hier. Je pense qu'après cette année où la France a permis que le Brésil occupe ses carrefours, ses théâtres, ses places, ses magasins, ses journaux, ses écrans de télévision, je souhaite vous dire que les relations entre la France et le Brésil, je pense, seront tout autre dorénavant. Je pense qu'au-delà de l'intérêt des présidents de la France ou du Brésil, il y a une conscience croissante de la part des peuples français et brésilien que nous pouvons faire beaucoup plus si nous croyons plus à nos relations.

Avoir une balance commerciale de 4 milliards d'euros, c'est très peu pour un pays de la dimension de la France, de la dimension du Brésil. J'espère qu'avec le pont, qu'avec les deux parcs que nous allons faire du côté de la Guyane et du côté de l'Amapa, à l'Oyapock, beaucoup de touristes d'autres pays qui viennent en France, qui sont soucieux de voyager ailleurs dans le monde pour connaître la biodiversité de l'Amazonie, pourront se rendre en Guyane et traverser ce pont que nous avons l'intention d'inaugurer.

Nous allons visiter l'Amapa, c'est-à-dire que nous allons pouvoir développer ces deux régions beaucoup plus rapidement, avec beaucoup plus de dispositions, de dynamisme. Je suis convaincu que ce sera, pour l'histoire de la France et pour l'histoire du Brésil, un pas extrêmement important, cette construction du pont, parce qu'il place le Brésil dans une frontière avec une connexion directe, 700 kilomètres de frontière avec un des pays les plus importants de l'Europe. Et il place un pays européen dans une frontière avec le plus important pays d'Amérique du sud. Il faut être disposé à faire marcher ces choses. Il me semble que le pas que nous sommes en train de franchir est un pas extrêmement important.

J'ai dit à tous les gens auxquels je m'adresse tous les jours que le monde s'achemine d'une manière très rapide pour que nous ne permettions pas qu'au XXI^e siècle, que nous répétions les erreurs commises au XX^e siècle. Que l'Histoire puisse servir à aller de l'avant dans nos relations dans ce monde mondialisé où les grandes puissances économiques ont une certaine domination. Le Brésil essaye, avec d'autres partenaires, de créer les conditions d'une certaine égalité pour discuter des efforts multilatéraux. C'est le cas de la construction du G20 qui permet au Brésil d'arriver à l'OMC avec un peu plus de force, de dynamisme. Ceci va peut-être sensibiliser les gouvernements des pays les plus riches et d'ici peu, nous allons aussi être dans des relations commerciales plus équitables, plus justes pour permettre que tous puissent survivre.

Je souhaite vous dire, Monsieur le Président Chirac, que je repars d'ici dans deux heures au

Brésil. Je vais rentrer l'âme heureuse, légère en voyant que le Brésil et la France ont fait un pas extrêmement important. Je ne pourrai finir sans remercier les personnes qui ont travaillé dans ce but, aussi bien du côté français pour que cette année du Brésil soit un succès, comme aux gens qui ont travaillé du côté brésilien, notre Ambassadeur, notre ministère des Affaires étrangères, notre cher Gilberto GIL qui a cru tout le temps à ce projet et qui se disputait parfois pour très peu d'argent, pour que nous puissions croire à ce projet.

Ne pensez pas que c'était une décision facile d'amener nos militaires ici parce que tout cela coûte très peu d'argent mais un peu d'argent signifie beaucoup pour nous. J'ai été extrêmement fier de ces fusiliers-marins que vous avez vus qui est l'une des meilleures du monde, parce qu'elle a gagné des prix. C'est dommage qu'il soit interdit à Paris de faire des acrobaties aériennes parce que nos pilotes sont vraiment des maîtres, un motif de fierté. A Brasilia, nous ne l'avons pas encore interdit, ils passent sur nos têtes tout le temps. Comme ils disent que "Dieu est brésilien", rien n'est jamais arrivé ! Si Dieu le veut, aucun accident n'arrivera.

Je veux remercier les Brésiliens qui ont travaillé pour que cette année soit ce qu'elle a été. Je pense que la joie du peuple qu'on voit dans la rue, c'est une chose que l'Océan atlantique ne va plus séparer : c'est une extension de nos relations humaines et, le monde devenant plus petit, il faut que nous soyons plus humains, plus solidaires, plus généreux. Je pense que la France peut, en tant que conscience politique de l'Europe, dire que d'autres pays y croient et travaillent pour que nous puissions aider ceux qui n'ont pas eu la même chance et qui vivent encore dans des situations de retard.

Monsieur le Président Chirac, de tout coeur, encore une fois, merci pour l'accueil que vous nous avez réservé à moi et aux Brésiliens qui, ce jour, ont fréquenté Paris et la France et qui vont y rester jusqu'en novembre. Je ne peux vous dire que merci.

QUESTION - C'est une question adressée aux deux Présidents : le Président LULA est devant une situation de crise au Brésil, à cause d'accusations de corruption au sein de son parti et le Président CHIRAC souffre d'une crise de popularité après le référendum, pour des raisons d'une autre nature. Quelle est votre réflexion à vous deux sur ces moments difficiles ?

LE PRESIDENT - Je vois que vous vous intéressez particulièrement aux relations entre la France et le Brésil et que ce que nous avons pu dire ou faire, que les accords que nous avons signés vous passionnent et que votre compétence se mobilise... Je vais vous dire une chose : je n'ai jamais eu l'habitude, et je crois qu'il en est de même pour le Président LULA, de commenter des problèmes de politique intérieure lors d'une réunion internationale.

LE PRESIDENT LULA DA SILVA - Je pense que le Président CHIRAC a tout à fait raison. Je pense que les trois jours que nous avons passés ici ont été extrêmement importants, vous avez certainement des dizaines de questions à nous poser sur les relations entre le Brésil et la France. Les problèmes internes de la France, le Président CHIRAC va s'en occuper quand je partirai. Et les problèmes internes du Brésil, je vais m'en occuper avec beaucoup de plaisir lors de mon retour.

QUESTION - Le Président LULA a fait des critiques à la Sorbonne sur la politique agricole européenne et vous, hier, dans votre allocution du 14 juillet, avez dit aussi que la France ne doit pas modifier la politique agricole commune. C'est un différend sérieux même si les relations sont très bonnes entre la France et le Brésil. Que pouvez-vous me dire s'il n'y a pas d'évolution favorable dans ce cas là ?

LE PRESIDENT - Il n'y a pas de problème. Je comprends parfaitement la position du Président LULA et je sais qu'il comprend la position de l'Europe. Je voudrais simplement dire que l'Europe a déjà décidé, il y a un an maintenant, la suppression totale des subventions agricoles à l'exportation, c'est ce qu'a demandé le Brésil, puis d'autres. C'est déjà décidé, mais l'Europe a indiqué qu'elle ne mettrait cette décision en oeuvre que dans la mesure où les autres grands exportateurs, cela veut dire les Etats-Unis, prendraient la même décision et notamment dans le domaine de l'aide alimentaire, les grandes sociétés d'Etat d'exportation, dans les crédits à l'exportation. Tout ce qui est une subvention à l'exportation doit être traité de la même façon par les Etats-Unis et par l'Europe et pour le moment, ce que nous attendons, ce n'est pas la décision

européenne, elle est prise, c'est la décision américaine.

Nos amis brésiliens font donc un effort pour aujourd'hui obtenir des Américains qu'ils fassent le même effort que l'Europe. J'ajoute que, s'agissant des pays en développement, l'Europe a déjà mis en oeuvre ces modalités. Vous savez que déjà dans le système que nous appelons "tout sauf les armes", on a totalement annulé les barrières qui pouvaient handicaper les pays en développement. Donc, ce n'est pas un problème entre le Brésil et l'Europe, c'est un problème entre les Etats-Unis et le reste du monde. C'est pour cela que nous ne nous disputons pas, nous constatons une situation, mais nous ne nous disputons pas avec le Président LULA.

LE PRESIDENT LULA - Une donnée importante, c'est que lors de la dernière réunion de l'OMC, la proposition du G20 a été jugée bonne, comme une bonne base de négociation aussi bien par l'Europe que par les Etats-Unis. D'abord, il faut comprendre qu'une négociation est toujours quelque chose de très difficile. Moi, j'ai passé ma vie à négocier lorsque j'étais dirigeant syndical et des fois pour arracher 1 % dans un accord sur les salaires. On mettait des mois et des mois et des fois on ne réussissait pas. On obtenait 0,5 %.

Il est normal que chaque pays défende ses intérêts, il est normal que chacun essaie de défendre sa structure de production, nous comprenons cela. Nous aussi, au Brésil, nous souhaitons défendre la nôtre mais il est aussi normal que nous tous nous sommes en train de réaliser que des gestes doivent être faits pour que nous puissions permettre que participe au monde économique la partie la plus pauvre de la planète. Je pense que le temps va nous donner raison. Nous allons continuer à revendiquer et peut-être que la France va exiger quelque chose que le Brésil ne veut pas céder ou le Brésil demander quelque chose que la France ne veut pas céder. Et dans ce bras de fer, quelqu'un va céder et l'accord va être fait. Je pense que le cycle de Doha va apporter d'énormes progrès au commerce mondial. Je sens que les gens sont en train d'évoluer, que les gens sont plus préparés et je sens aussi que la question de la misère a vraiment introduit de nouvelles données dans la tête des gouvernants.

Quand je dis qu'il y a des progrès, c'est parce que jamais je n'aurais imaginé me rendre à une réunion du G8. J'y suis allé deux fois. Je n'ai jamais imaginé que l'on allait discuter de la question de la faim au G8, et l'on en a discuté deux fois. Je n'ai jamais imaginé qu'à Davos, on puisse discuter de la question de la faim, on l'a déjà discutée à deux reprises. Donc il me semble que les choses sont allées de l'avant, non pas en accord avec le besoin de ceux qui ont faim, car moi aussi je suis pressé, mais il faut convaincre. Il n'y a aucun être humain qui puisse, par décret, faire en sorte de prendre une décision et que tous les pays la suivent, il faut convaincre. Il me semble que nous faisons des progrès, il me semble que pour la question agricole, nous allons faire des progrès, sans doute pas autant que le Brésil aimerait, mais sans doute nous n'allons pas rester sur un palier avec les pays les plus riches. Il va y avoir des petits progrès des deux côtés qui vont nous ouvrir de plus grandes opportunités. Voilà comment je vois les choses.

Je pourrais ne pas le faire, je pourrais revenir au Brésil et continuer à dire que les pays riches sont les coupables, ils ne veulent pas céder. Personne ne cède rien en échange de rien, nous voulons gagner et nous sommes en train de travailler pour le faire, nous sommes en train de faire des négociations pour gagner, pour cela nous sommes en train de mettre ensemble les pays en organisant des réunions en discutant des points de rapprochement. Nous avons conclu avec le G20 qui est en passe de devenir une force lors des négociations de l'OMC.

LE PRESIDENT - Je vous remercie.